

Itinéraire 1 : Le territoire chinois, ses périphéries et ses frontières

À l'heure où la Chine, désormais deuxième puissance économique mondiale, s'impose sur la scène internationale, c'est surtout de part et d'autres de ses frontières, dans ses périphéries comme dans son environnement régional que résident encore pour elle les enjeux géopolitiques les plus importants. Si la Chine a gagné progressivement en influence dans le reste de l'Asie, que ce soit par l'approfondissement de ses relations politiques, économiques et culturelles avec chacun de ses voisins ou par sa participation parfois active à des processus de coopération régionale, la permanence de litiges territoriaux, le long de la frontière sino-indienne et dans les mers de Chine, couplés à des rivalités de puissance avec l'Inde, le Japon et les Etats-Unis, tendent en revanche à la créditer parfois d'une image menaçante. À cette ambivalence s'ajoutent d'autres points chauds majeurs proches de ses frontières en matière de sécurité (Corée du Nord, Afghanistan, Pakistan et Asie centrale) ainsi que les épineuses questions de Taiwan, du Xinjiang, et surtout du Tibet, qui ne cessent d'interroger, voire de remettre en question, l'unité même de la nation chinoise.

C'est cette situation géopolitique complexe que cette table ronde a pour objectif d'expliquer en revenant notamment sur les rapports que la Chine entretient avec les autres puissances régionales (Japon, Inde, mais aussi Russie) ainsi que sur les questions des litiges territoriaux, des ambitions chinoises dans les mers de Chine, ou encore du Tibet.

Sébastien Colin,

Maître de conférences, Institut National des Langues et Civilisations Orientales (INALCO)

TR Espace G.-Sadoul, salle Yvan-Goll

Table ronde «**Le territoire chinois, ses périphéries et ses frontières**» avec et organisée par Sébastien Colin, *Maître de conférences, Institut National des Langues et Civilisations Orientales*, Jean Radvanyi, *Professeur, Institut National des Langues et Civilisations Orientales*, Françoise Robin, *professeur, Institut National des Langues et Civilisations Orientales*, Isabelle Saint-Mézard, *Maître de conférences, IFG, Université de Paris 8* et animée par Sylvie Andreu, *journaliste*

Sylvie Andreu

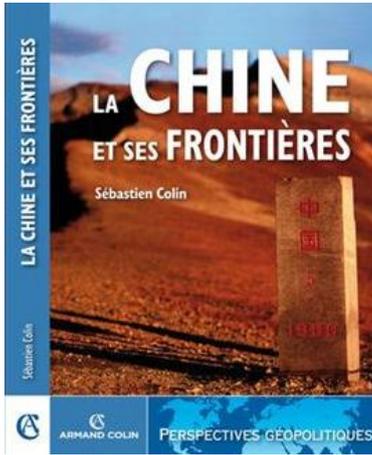
C'est de mon point de vue une question qui soulève des pans de l'histoire relativement récente et qu'il est toujours utile de rappeler. Elle permet d'aborder la question des relations sensibles, voire très sensibles, de la Chine avec ses voisins.

Comment en est-on arrivés à un territoire aussi vaste et à une enveloppe frontalière aussi longue - mais il est vrai que comme toujours avec la Chine, on est quand même « hors échelle »- ?

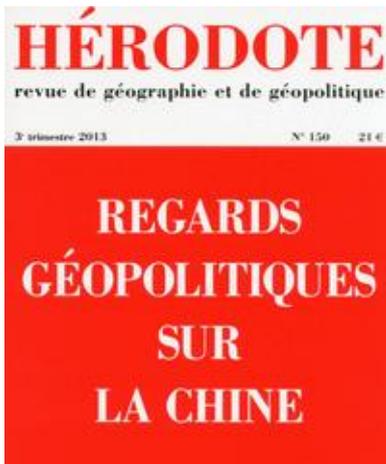
Sébastien Colin

L'idée est d'apporter dans le cadre de cette table ronde quelques éléments d'explication sur des questions récurrentes dans les différents médias, que ce soit celle des litiges territoriaux ou celle des relations avec les territoires limitrophes.

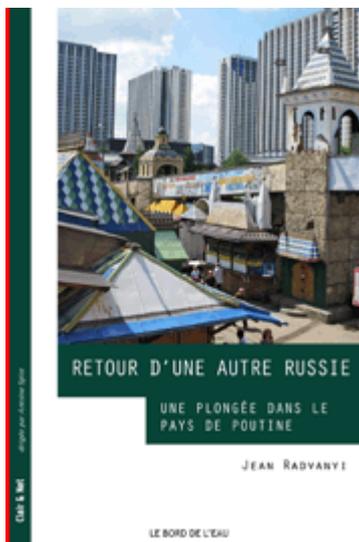
Bibliographie :



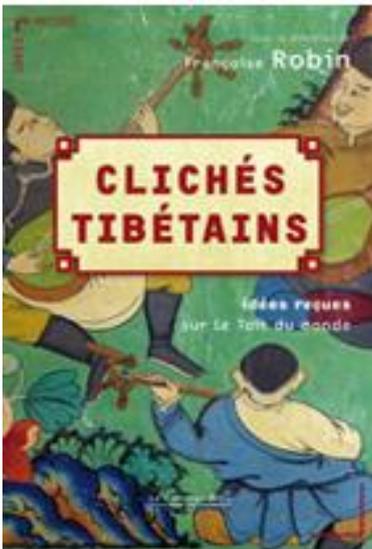
Sébastien Colin, *La Chine et ses frontières*, éd. Armand Colin, coll. *Perspectives géopolitiques*, 2011.



Regards géopolitiques sur la Chine, *Hérodote*, 3^{ème} trimestre 2013.



Jean Radvanyi, *Retour d'une autre Russie : une plongée dans le pays de Poutine*, Lormont, Le Bord de l'eau, coll. « Clair & net », 2013



Clichés tibétains, Françoise Robin (dir.) Le Cavalier Bleu, coll **Idées Reçues Grand Angle**, Juin 2011, 14 x 20,5 cm, 176 p.

Document : carte *Le contexte régional*, 2004



La formation du territoire chinois : la Chine a pour environnement régional l'Asie. C'est un territoire de 9.6 millions de km², avec environ 23 000 km de frontières terrestres: il s'agit de

l'enveloppe frontalière la plus longue au monde. Elle est entourée par 14 Etats, du Vietnam à la Corée du Nord, en passant par l'Inde et les Etats d'Asie centrale...C'est ce qui fait de la Chine le pays qui a le plus de voisins, d'où la multiplication de relations latérales ou bilatérales. L'origine de cette enveloppe frontalière date essentiellement de la seconde moitié du XIX^{ème} s/ début du XX^{ème} s.

Carte *Limites réelles et symboliques du territoire chinois*, source : Sébastien Colin, *La Chine et ses frontières*, Figure 7, éd. Armand Colin, coll. *Perspectives géopolitiques*, 2011.

Cette carte montre l'expansion maximale de la dynastie des Qing, dernière dynastie chinoise qui a régné de 1644 à 1911 : elle prend le pouvoir à Pékin en 1644, puis met une quarantaine d'années à soumettre les régions du sud. Par la suite, en 1683, la ville de Taïwan est transformée en province. Enfin se met en place la dynamique d'expansion du territoire en direction de l'ouest et du nord. Il faut faire attention à l'illusion cartographique : la vaste zone grise représentée montre en réalité différents types d'administrations : une Chine « du cœur » administrée par un pouvoir central, et les périphéries administrées selon un mode indirect, par le biais de relations ou d'ententes avec des chefs locaux ou des quasi-protectorats libéraux (le plateau tibétain).

Le deuxième facteur à prendre en compte est la croissance démographique. Durant une première phase (du début du XVIII^{ème} s. au milieu du XIX^{ème} s.), la population chinoise triple : elle passe de 150 à 430 millions d'habitants. Dans un contexte de crise sociale et parfois politique au sein de l'empire des Qing, ce facteur entraîne une poussée migratoire vis-à-vis des marges de l'empire : essentiellement vers le sud-ouest, la Mandchourie et une partie de la Mongolie.

Le troisième facteur est la rencontre avec les impérialistes (ou les impérialismes) occidentaux à partir du milieu du XIX^{ème} s. Les mercantilistes veulent alors ouvrir le marché chinois, ce qui va entraîner les guerres de l'Opium, avec l'établissement de concessions territoriales dans un certain nombre de comptoirs sur le littoral, et notamment à Shanghai. Dans leur continuité, durant les années 1858-1860, les Occidentaux, avec leurs traités frontaliers, contribuent à délimiter le territoire chinois : avec la Russie - qui délimite la frontière Chine-Russie avec la Mandchourie puis en 1881, la longue frontière avec l'Asie centrale-, puis avec la France - entre la Chine et la péninsule indochinoise -, les Britanniques - entre la Birmanie et la Chine -, puis, à partir de l'Empire des Indes britanniques, une pression sur les frontières himalayennes (jusqu'à l'établissement de la ligne Mac Mahon, en 1914).

Ainsi, de 1858 à 1914 environ, l'essentiel de l'enveloppe frontalière chinoise est définie. Ces traités entre la Chine et les puissances occidentales, que les Chinois vont qualifier de traités inégaux (les guerres de l'Opium n'amenant que le premier de ces traités), vont inciter les Qing à se transformer : l'administration mandchoue va demeurer parfois assez traditionaliste sur ses modes d'administration du territoire indirect mais les élites Hans (la population majoritaire en Chine qu'on associe assez souvent aux Chinois), pour certaines, vont commencer à repenser le territoire et à inciter l'administration des Qing à administrer directement les territoires des périphéries, c'est-à-dire à passer d'une administration indirecte à une administration directe. Il y a eu un certain nombre de projets de provincialisation (la transformation des périphéries en provinces) dont le seul qui a abouti est celui du Xinjiang, dans le nord-ouest, en 1884. Les autres projets, à destination de la Mongolie et du Tibet, eux, ne sont pas arrivés à terme car l'empire s'effondre en 1911. Par la suite, le contexte politique de la République de Chine n'a pas prêté à la poursuite de ces projets d'intégration des périphéries.

Il est donc faux de dire que la Chine n'a jamais tenté d'envahir ses voisins puisqu'elle avait entamé au XIX^{ème} s. un processus d'expansion, puis d'intégration des périphéries. Il s'agit là quasiment d'un processus de colonisation et de sinisation des marges qui commence alors à

s'opérer. Lorsque la République populaire est proclamée en 1949, elle reprend une partie de cet héritage. Très rapidement, elle envoie l'Armée populaire de libération sur le plateau tibétain, vers le Xinjiang, ... Dans l'esprit d'un certain nombre de dirigeants chinois, on retrouve bien cette idée d'intégration territoriale et de souveraineté. Finalement, par ces traités inégaux, l'Occident a influencé cette démarche et si la Chine fait 9.6 millions de km² aujourd'hui, c'est donc un peu en partie grâce aux Occidentaux.

Sylvie Andreu

Passons du côté des rapports (et de la frontière) sino-russe et centre-asiatique. Tout d'abord, physiquement, à quoi ressemblent ces frontières ?

Jean Radvanyi

Cela dépend. Les frontières avec la Russie sont en grande partie matérialisées le long du fleuve Amour : il s'agit donc d'une frontière qui est apparemment facile à tracer. Plus à l'ouest, se posent d'autres problèmes de délimitation, au-delà de la Mongolie, et enfin au niveau de la frontière avec l'Asie centrale (qui passe par le Pamir). Là, les problèmes de délimitation sont différents car il s'agit entre autres de zones de haute montagne.

Ce sont les traités inégaux qui ont délimité au XX^{ème} s. la grande frontière entre l'Empire russe et la Chine. Cette délimitation va durer jusque dans les années 1960, au moment où l'URSS et la Chine entrent en conflit pour des raisons idéologiques, après la mort de Staline. Les Chinois remettent alors en cause ces traités et revendiquent la modification du tracé des frontières ainsi que les territoires qu'ils estimaient être les leurs. En effet, jusque là, les soviétiques leur avaient imposé que les frontières au niveau du fleuve Amour passent sur la rive chinoise alors que normalement, le tracé des frontières devrait correspondre à celui du principal chenal navigable. Tout le fleuve et toutes les îles étaient donc soviétiques. Les revendications chinoises entraînent une petite guerre de quelques jours, perdue par les Chinois : sous Khrouchtchev, les choses en restent donc là.

Gorbatchev reprendra les négociations car il veut nouer de bonnes relations avec la Chine: il accepte de revenir sur les règles internationales et de rétrocéder à la Chine des îles et une partie du fleuve. Il n'aura pas le temps de terminer le processus. C'est sous Eltsine que les accords seront finalisés. Il restait alors un ou deux cas particuliers : par exemple, la ville de Khabarovsk, une des grandes villes de l'Extrême-Orient, qui représente le dernier compromis signé sous Poutine (les Chinois acceptent de n'avoir que la moitié de cette île, Damanski, laissant aux Russes la zone la plus proche de Khabarovsk).

Carte Le règlement frontalier sino-russe à la confluence de l'Amour et de l'Ooussouri

La suite est intéressante. Les deux pays ont une conception différente des zones frontalières. Pour les Russes, la frontière est fermée, verrouillée, même si quelques points de passage s'ouvrent sous Gorbatchev. Toutes les activités sont contrôlées. Les Chinois, eux, poussent à l'utilisation maximale de la frontière. Aujourd'hui, les villes chinoises proches de la frontière attirent les Russes : elles proposent toutes sortes de services comme des supermarchés, des centres de loisirs, des logements, ... Le côté russe, lui, par contraste, est moins dynamique. Les Russes s'y rendent donc pour acheter, se détendre.... Par exemple, Khabarovsk, à trente kilomètres de la frontière chinoise, bien qu'elle soit bien tenue, apparaît comme une ville de la fin du XX^{ème} s, tandis que de l'autre côté de la frontière, les villes sont très clairement ancrées dans le XXI^{ème} s. Cela étant, tous les litiges frontaliers sont donc résolus sous Poutine, mais demeurent des résistances au sujet de la Sibérie, ainsi qu'une animosité, du côté russe, envers le « péril jaune »,

idée entretenue par une abondante littérature depuis le XIX^{ème} s, qui dénonce « l’envahissement par les Chinois ». Effectivement, on assiste bien à l’arrivée de migrants chinois (légaux ou illégaux) en Russie, mais sur des zones peu densément peuplées (même si le sud est plus peuplé que le nord). Aujourd’hui, la situation économique joue en faveur de la Chine, en particulier sur la frontière extrême-orientale, que les Russes veulent dynamiser, mais où les autorités locales entretiennent un mouvement indépendantiste « anti-Moscou ».

Sébastien Colin

La République populaire de Chine a longtemps dénoncé les traités inégaux, puis se les est appropriés et les a finalement reconnus. Il y a eu des redélimitations frontalières : au début des années 1960, les frontières ont été délimitées avec la Corée du Nord, la Mongolie, le Népal, le Pakistan, la Birmanie... Durant les années 1990, de nouveaux traités ont été signés, comme avec l’URSS, par exemple. En mai 1991, le thalweg, le chenal au niveau du fleuve Amour, est reconnu mais il faudra attendre 2004 pour que les négociations prennent fin. Le processus de règlement a donc été long, notamment à cause des contestations des autorités locales dans l’Extrême-Orient russe : celles-ci reprochaient au gouvernement russe de céder des territoires.

Aujourd’hui, il reste encore à délimiter deux frontières terrestres : celle avec le Bhoutan et surtout celle avec l’Inde, cette dernière représentant un conflit majeur.

Le déséquilibre entre la Chine et la Russie après cette délimitation frontalière perdue : les Chinois sortent gagnants économiquement et si le sud-ouest chinois apparaît comme densément peuplé, du côté russe, à l’Extrême-Orient, la densité de population est beaucoup moins importante. Il y a donc un déséquilibre économique mais démographique également, d’où l’idée d’envahissement qui envenime les relations du côté russe.

Carte Une discontinuité démographique qui pèse sur les revendications locales (Colin, 2005)

Jean Radvanyi La délimitation avec l’Asie centrale

En Asie centrale, cinq Etats sont nés de l’éclatement de l’URSS, qui forment la frontière au-delà de la Caspienne et au sud de la Russie centrale. Trois de ces Etats sont frontaliers avec la Chine : le Kazakhstan, le Kirghizstan, le Tadjikistan. Dès 1991, ils doivent « faire accepter » leurs frontières par leurs voisins. Donc la Chine se trouve engagée dans de nouvelles négociations au niveau de ses frontières : elle n’a plus un pays en face d’elle mais quatre. Elle avait réglé l’essentiel avec la Russie, mais avec les trois autres, elle va rencontrer des difficultés. Elle aurait pu revendiquer les 910 000 km² (22% de la surface de l’Asie centrale) dont elle a été privée par les traités inégaux. A partir de 1991, elle n’en réclame que 34 000 (étendus sur 16 zones litigieuses). D’une certaine façon, les Chinois reconnaissent ainsi que les traités inégaux sont définitifs. Il y a donc une sagesse chinoise, d’autant plus que cette région, à la fin des années 1980.90, connaît des tensions sérieuses par rapport à ses minorités : des Kazakhs, des Turkmènes, des Kirghizes, des minorités turcophones de l’Empire russe en Chine (les Ouïghours) venus sur le territoire chinois au moment de la collectivisation et de la guerre civile durant les années 1930, qui ont ensuite reflué vers l’URSS au moment de la Révolution culturelle en Chine. Cela va être un argument pour une politique souple de négociations : le Kazakhstan et le Kirghizstan craignent, comme les Russes de Sibérie, une sorte d’invasion chinoise. Ils sont donc prêts à des concessions. Quant aux Chinois, ils veulent que les pays où il y a des Ouïghours mènent une politique restrictive pour empêcher que ceux-ci constituent une base arrière au Kazakhstan ou au Kirghizstan. Ils réagissent ainsi en réaction aux troubles qui ont eu lieu au Xinjiang, notamment en 1990 et 1997, dates-clefs des négociations.

Les Chinois ne veulent pas non plus d'une puissance nucléaire (le Kazakhstan) à leurs frontières. Le Kazakhstan accepte d'être dénucléarisé et s'engage vis à vis des Chinois à ce qu'il n'y ait pas de mouvement sécessionniste sur leur territoire et à sévèrement contrôler les mouvements ouïghours.

Les négociations avec le Kirghizstan et le Tadjikistan sont plus difficiles. Avec le Kirghizstan, comme la situation politique sur place est compliquée, elles vont être menées secrètement avec le président. Mais l'accord doit être ratifié : or dans un premier temps, en mai 2002, le président ne veut pas présenter les cartes à l'Assemblée à laquelle il demande de ratifier le traité ! Finalement, suite à des manifestations, il les présente : seuls 20 députés sur 45 ratifient l'accord mais comme ils représentent la majorité des présents, l'accord est enfin ratifié. Avec le Tadjikistan, se posent des problèmes assez complexes au niveau du Pamir. Il faut rappeler qu'en montagne, le tracé des frontières est toujours délicat. De plus, les opposants regrettent ce qu'ils ont cédé (les sources -au Pamir notamment, véritable château d'eau-, les riches pâturages,...). Les Chinois ne finiront par récupérer que 5 à 10% des territoires qu'ils revendiquaient au départ. Ils se sont donc montrés assez souples et ont fait des concessions. Le dernier traité avec le Tadjikistan date de 2002. Toutes ces frontières ont définitivement été arrêtées. Les démarcations sont finalisées. On s'aperçoit aujourd'hui que les Chinois sont finalement gagnants : en effet, ils ont gagné en influence même s'ils ont cédé des terres. Ils sont aujourd'hui le principal partenaire commercial de la Russie (depuis 2011) et des trois autres pays frontaliers, qui sont inondés de marchandises chinoises. De plus, la Chine met en œuvre sa politique d'approvisionnement en pétrole sur place (pour une petite part de son approvisionnement), par la construction de tubes depuis la Caspienne jusqu'à son territoire et dans ce domaine, les investissements chinois comptent beaucoup en Asie centrale.

Carte Hydrocarbures et pipelines en Russie, dans le Caucase et en Asie centrale (source : Regards de l'observatoire franco-russe, Cherche-Midi, 2013).

Sylvie Andreu

Y a-t-il une frontière pour laquelle les Chinois sont perdants ?

Sébastien Colin

En limitant leurs revendications, ils ont évité de s'aliéner systématiquement les gouvernements voisins même si en ce qui concerne les populations, il y a parfois eu des émeutes. Pour d'autres frontières, la Chine a cédé bien davantage : la frontière avec la Corée du Nord, en 1962, par exemple. La frontière la plus litigieuse reste celle entre la Chine et l'Inde.

Sylvie Andreu

Concernant la question du Tibet, étrangement, vous allez nous dire qu'au niveau de l'enveloppe frontalière, il y a peu de problèmes.

Françoise Robin, par rapport à la question du Tibet :

Au sujet du Tibet, les zones de contestation active du pouvoir chinois ne sont pas réparties sur les frontières du Tibet, tel qu'il est maintenant intégré à la Chine. Le plateau tibétain est immense : il couvre un quart du territoire chinois, il s'agit du Tibet historique, culturel, religieux, linguistique, là où on trouve la population tibétaine majoritaire. Aujourd'hui, la zone est partagée entre une région autonome et quatre provinces chinoises : le Gansu, le Qinghai, le Sichuan, le Yunnan.

Carte Manifestations tibétaines répertoriées au 12 avril 2008 (source <http://daudrarpi.blogs-fr>).

Le Tibet s'étend sur environ la moitié du plateau tibétain. Les manifestations tibétaines n'ont pas lieu sur les frontières mais à l'est de cette zone tibétaine, en plein cœur de la Chine.

Carte Localisation des immolations dans l'aire de peuplement tibétain entre 2009 et 2013.

Les immolations ont aussi lieu sur la partie est du plateau tibétain. Pourquoi ici ? La présence policière chinoise y était moins marquée car il ne s'agit pas d'une frontière (comme entre l'Inde et le Népal) et qu'il n'y avait pas d' « étiquette tibétaine » posée sur cette province chinoise. En réalité, l'identité tibétaine y est très affirmée. En 2008, lorsque les manifestations ont éclaté, le régime chinois en a été surpris. Depuis, ils ont resserré la surveillance et remilitarisé la zone, d'autant que le plateau est riche en minerai et en eau. Les enjeux sont d'autant plus importants que le plateau tibétain dans son ensemble représente près d'un quart du territoire chinois.

Documentation <http://www.savetibet.org>

Cette présence militaire resserrée se sent : il est aujourd'hui plus difficile de se rendre au Tibet. Il y a de plus en plus d'entraves pour les étrangers. Depuis 2008, lorsqu'il y a une immolation ou une manifestation, la zone est parfois fermée pour les étrangers.

Sylvie Andreu

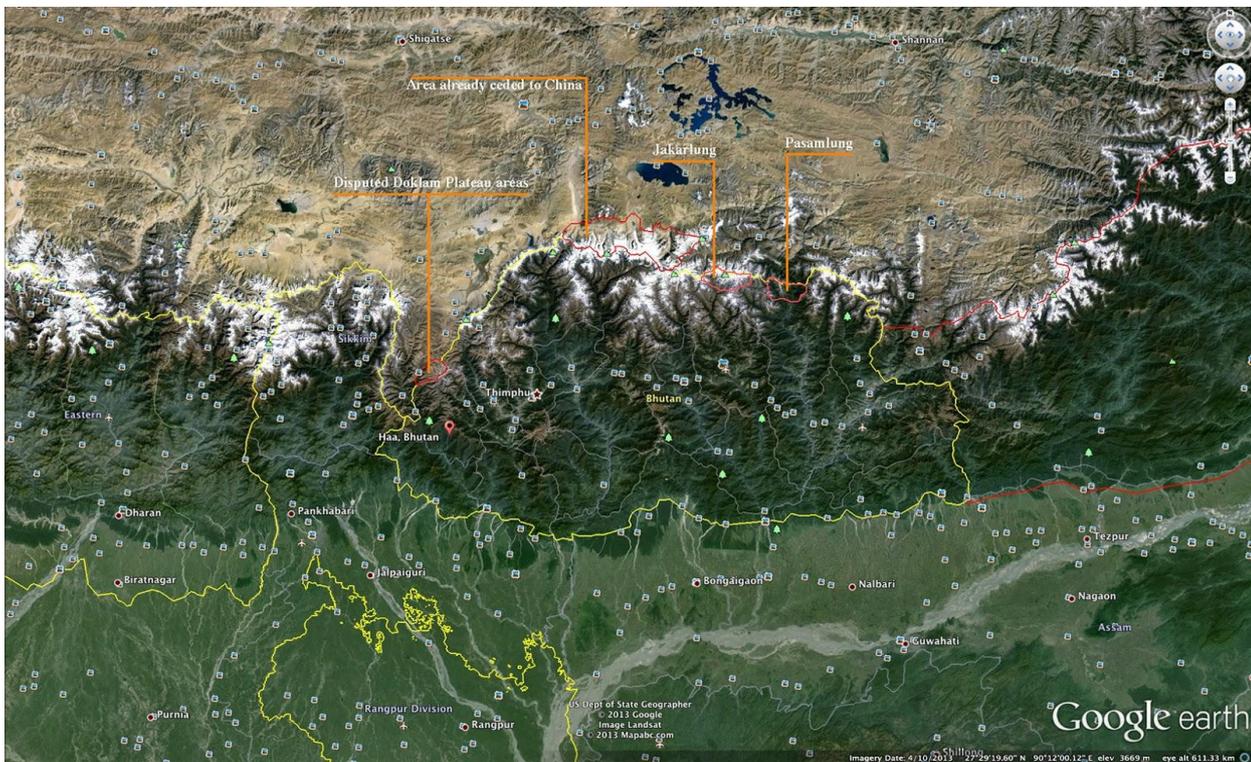
Quelles sont les effets des manifestations occidentales de soutien aux Tibétains ?

Françoise Robin

Il faut savoir que la Chine est persuadée que les Tibétains sont manipulés par l'Occident. D'autre part, certaines populations chinoises (les Hans, notamment) considèrent que les Tibétains sont privilégiés car ils disposent de places réservées dans les universités et d'un contrôle des naissances moins strict. Pourtant les Tibétains ont de réels motifs de mécontentement : ils se sentent menacés dans leurs traditions identitaires, ... Mais la Chine ne les entend pas.

Du côté de la région autonome du Tibet, on peut évoquer la frontière avec le Bhoutan, qui partage environ 40% de ses frontières avec la Chine (alors que pour la Chine, la frontière avec le Bhoutan ne représente que 2% de son enveloppe frontalière) et plus de 50% avec l'Inde. Le Bhoutan est chaperonné depuis très longtemps par l'Inde, qui participait aux négociations frontalières avec la Chine. Il n'y a pas eu moins de 21 rencontres entre la Chine et le Bhoutan à ce sujet. Depuis 1984, le Bhoutan s'est émancipé. En 1998, un accord informel est conclu entre les deux pays : la Chine cède deux zones au nord (qui représentent 485 km² de territoire) contre une zone de 269 km² à l'ouest. Mais ainsi la Chine se rapproche de la frontière indienne, donc il s'agit d'une zone particulièrement stratégique pour elle. Toutefois, cet accord n'est pas formalisé, ce qui pose problème car en 1998, la Chine a commencé la construction d'une route importante qui pénètre dans ce territoire. L'Inde n'est évidemment pas d'accord. En 2007, le Bhoutan a édité une carte de son pays sur laquelle cette zone n'apparaît pas. La Chine n'a pas crié victoire mais des pourparlers ont eu lieu au mois d'Août : l'Inde a envoyé un de ses représentants pour briefer les Bhoutanais. Pour le moment, la Chine fait mine de se désintéresser du Doklam mais elle n'a certainement pas dit son dernier mot.

Carte Les zones frontalières litigieuses entre la Chine et le Bhoutan (<http://yesheydorjy.blogspot.in>)



La Chine revendique donc une zone de 269 km² sur le plateau du Doklam, zone qu'elle n'a pas encore obtenu officiellement. Le Bhoutan obtiendrait, lui, les zones du Jakarlung et du Pasamlung.

Isabelle Saint-Mézard Le conflit frontalier sino-indien

Pour nuancer les avancées chinoises au Bhoutan : la Chine n'a pas d'ambassade pour le moment au Bhoutan, même si elle annonce qu'elle veut en mettre une en place. Mais là, faisons confiance à l'Inde, qui risque de bloquer la situation. Les deux géants sont en face à face. La question frontalière, dans ce cas, représente bien un litige qui ne montre aucun signe d'avancée, contrairement aux frontières négociées avec l'Asie centrale, la Russie ou d'autres Etats. Les négociations demeurent difficiles depuis 1962 (la guerre sino-indienne). Aujourd'hui, les deux pays « négocient » (depuis 1981...), mais le processus de négociation reste très opaque et il y a eu très peu d'avancées.

Il s'agit d'un conflit frontalier et territorial : de vastes territoires sont concernés, même s'ils sont relativement déserts. Deux secteurs posent problème :

- le Cachemire indien au niveau du secteur ouest : c'est un haut plateau de plus de 4000 m d'altitude. Il s'agit donc d'une zone déserte mais qui offre un intérêt stratégique. Elle a longtemps représenté la voie de communication quasi-unique avec le Tibet. 38 000 km² détenus par la Chine sont revendiqués par l'Inde au nom du Grand Cachemire.
- A l'extrême-Est, au niveau du secteur est, l'Inde contrôle 90 000 km² qui sont revendiqués par la Chine au nom de l'intégralité territoriale du Sud-Tibet (!). Les Chinois, dans ce cas, se montrent plus tibétains que les Tibétains... Là encore, la zone offre un intérêt stratégique. Il s'agit de contreforts, ce qui signifie que les Chinois, depuis leur haut plateau, dominent la situation.

Carte *Le litige frontalier sino-indien* (source : cartothèque de l'université du Texas, [http : //www.lib.utexas.edu/maps/](http://www.lib.utexas.edu/maps/))

Ce n'est pas une frontière « chaude » comme celle entre le Pakistan et l'Inde. Là, il ne s'agit pas d'un conflit ouvert entraînant des échanges de tirs. Toutefois, depuis 2006, le conflit a été

réactivé avec le durcissement des revendications chinoises sur le secteur est (car la Chine est notamment intéressée par un monastère de taille importante à Tawang). Il faut comprendre également que toute infrastructure civile et militaire mise en place du côté tibétain est vue comme potentiellement dangereuse par les Indiens

Les Indiens essaient de renforcer leur dispositif de défense le long des zones frontalières. Les postures se durcissent, avec une militarisation de part et d'autre et des scénarios d'accroche au printemps dernier. Des années 1990 jusqu'en 2006, les tensions autour de la question frontalière s'étaient atténuées, mais depuis cette date, elles ressurgissent. Au printemps 2013, les troupes chinoises installent quelques tentes en territoire indien, à une vingtaine de km de la frontière (à 4 500m d'altitude, donc). Du coup, les troupes indiennes, quelques heures plus tard, ont installé leurs tentes à une trentaine de mètres des Chinois. Il s'agit bien là d'un début de crise qui va durer trois semaines : c'est le temps que Delhi a mis à obtenir de Pékin qu'ils partent. Ce qui est d'autant plus aberrant, c'est que cet épisode est concomitant avec la visite d'un ministre chinois en Inde prévue quelques semaines plus tard, ce qui représentait une initiative diplomatique forte et une preuve d'amitié chinoise envers l'Inde. Allez comprendre. L'affaire, qui s'est produite en avril-mai, a laissé des traces : les Chinois, en s'installant délibérément en territoire indien durant trois semaines, ont franchi un cap en matière de provocation.

Carte *Sino-indian border dispute in the western, 2012*

Projection de deux émissions du dessous des cartes :

- sur le Bangladesh, mars 2013 : <http://www.youtube.com/watch?v=4E17cGMAcOA>
- sur le Bhoutan, décembre 2011 : <http://www.youtube.com/watch?v=VblHhFOzzVQ>

Projection des films documentaires

- **«Le soft power chinois»** Chine : la grande séduction de **Vladimir Vasak, Leona Liu, Patrick Schulze-Heil, Thomas Vollherbst et Anne Rigollet – France 2013**

Présentation : En 2016, la Chine sera la première puissance économique du monde, devant les Etats-Unis. Mais le régime chinois a compris que le pays souffrait d'un déficit d'image. Le pays n'est perçu que comme une grosse usine à fabriquer des biens qui inondent le monde, sans parler de cette image désastreuse quand il s'agit du respect des droits les plus élémentaires de l'être humain.

Perçue comme une puissance intrusive, la Chine fait souvent peur. Pour rassurer l'opinion publique internationale, elle développe une stratégie aussi discrète qu'influente : le soft power. Cette notion, inventée aux Etats-Unis à la fin de la Guerre Froide, vise à étendre son influence culturelle à travers les médias. Pékin a décidé de frapper fort en investissant plus de 7 milliards de dollars dans le soft power médiatique.

Son fer de lance : CCTV, la télévision publique chinoise qui diffuse en anglais, en français, en arabe, en espagnol et en russe. La version anglaise de CCTV est une copie de CNN aux contenus contrôlés par Pékin, la version française est surtout destinée aux pays francophones d'Afrique où la Chine est très présente.

Du siège de CCTV à Pékin, en passant par Nairobi et Moscou, pendant six mois, une équipe d'ARTE Reportage a enquêté sur l'émergence de ce soft power chinois.

Synthèse S.Galindo, PLP Lettres-histoire, Académie de Limoges, FIG 2013

- «**Les Chinois en Russie**» suivie d'un échange avec le journaliste d'Arte (reportages Vladimir Vasak)

Présentation : Faire pousser des pastèques sur une terre gelée six mois par an, c'est une des prouesses accomplies par les ouvriers chinois qui s'installent de plus en plus nombreux dans l'extrême Orient russe, au-delà de la Sibérie.

Sur les rives du fleuve Amour, qui marque la frontière entre la Russie et la Chine, la ville de Khabarovsk a été une des premières à voir arriver des milliers de travailleurs chinois. Venus d'un pays surpeuplé, ils y trouvent de la place pour cultiver la terre, exploiter le bois et même étudier à moindre coût dans les universités russes. Et les Chinois, immigrés clandestins ou munis de papiers, sont reconnus par les Russes qui apprécient leur travail : « eux au moins ils ne boivent pas » entend-on souvent de la bouche des patrons russes !

Mais si cette présence chinoise est plutôt acceptée parce qu'elle intéresse les Russes, elle peut, à long terme, complètement déstabiliser un immense territoire sous-peuplé.